









## EUROPE

### Italie

#### Hostile à des élections anticipées le parti communiste souhaite le maintien du gouvernement Moro

De notre correspondant

Rome. — Le parti communiste italien est catégoriquement opposé à l'ouverture d'une crise gouvernementale, telle qu'elle a été suggérée le 31 décembre dans l'assemblée du M. D. Martino, secrétaire du parti socialiste. L'Udris explique qu'un tel vote de gouvernement ouvrirait dans les conditions actuelles une crise sans issue, et pourrait aboutir à des élections anticipées que nous refusons et qui ne seraient pas positives pour le développement du processus démocratique.

Le parti communiste a toujours refusé une consultation électorale anticipée qui risquerait de se transformer en un combat singulier avec la démocratie chrétienne. Cette bipolarisation serait tout à fait contraire à l'esprit d'un « compromis historique » qui vise à rassembler toutes les forces démocratiques du centre catholique aux communistes en passant par les socialistes.

L'appel des communistes sera-t-il entendu par les socialistes, bien décidés, pour le moment, à laisser le gouvernement de Moro se poursuivre jusqu'en janvier ? Le parti communiste ne le sait pas.

La démocratie chrétienne rejette de son côté l'ouverture d'une consultation électorale anticipée. Elle considère que l'écriture, cet vendredi, du « Popolo », le quotidien de la démocratie chrétienne, une situation qui « verrait les communistes confondus dans un regroupement de gauche et la démocratie chrétienne confondue dans un rassemblement conservateur, non conforme à sa nature et à sa tradition de parti populaire ».

En ouvrant une crise, les socialistes espèrent sans doute reconstruire un centre-gauche dans lequel ils pourraient se situer, et qui empêcherait un dialogue direct entre les chrétiens et le parti communiste. M. Aldo Moro présentera, dans

### Ignorant la minorité macédonienne, le dernier recensement bulgare inquiète les Yougoslaves

De notre correspondant

Vienne. — Selon les résultats du recensement réalisé en Bulgarie au début du mois de décembre, la population de ce pays s'élève à 8 500 000 habitants (soit un accroissement de 6 % en dix ans), dont 600 000 sont résidents dans les villes et 3 000 000 (42 %) à la campagne. La capitale, Sofia, compte 600 000 habitants.

L'administration bulgare des statistiques a déclaré que les données habituellement recueillies lors des recensements ne reflètent pas la réalité. Elle a révisé les chiffres en fonction de la profession, etc. Toutefois, selon l'agence française d'information, une seule donnée manquant : celle de la structure nationale de la population. Il faut donc en conclure, écrit l'agence, que tous les habitants de la Bulgarie sont des Bulgares. Les Yougoslaves voient dans ces données une tentative de délégitimer les droits de la minorité macédonienne, qui a été exclue de la dernière opération.

### Portugal

#### TROIS MORTS ET SIX BLESSÉS A PORTO

#### Les autorités assurent que les forces de l'ordre n'ont fait que répondre à une provocation

Correspondance

Porto. — Au cours d'une manifestation de soutien aux prisonniers politiques, les forces de l'ordre, tirant sur la foule, ont tué trois morts et six blessés.

Lors des deux précédentes manifestations organisées par le CAARP pour réclamer la libération des officiers soldats et civils arrêtés à la suite des événements du 25 novembre — notamment les quelques deux cents personnes encore emprisonnées à Custos — c'était la police militaire qui était de faction. Elle était composée de soldats, notamment la veille de Noël. Les militaires qui ont tiré la foule le 1<sup>er</sup> janvier s'employaient à faire respecter les droits d'entrée prévus.

Les gens s'y étaient rendus en famille, et en ôtant du motif qui les réunissait, l'émotion était plutôt bon enfant. La garde nationale républicaine (G.N.R.), très généralement détestée en raison de son rôle à l'époque salazariste, était là, mais peu nom-

breuse, pour faire respecter l'ordre.

Les deux précédentes manifestations organisées par le CAARP pour réclamer la libération des officiers soldats et civils arrêtés à la suite des événements du 25 novembre — notamment les quelques deux cents personnes encore emprisonnées à Custos — c'était la police militaire qui était de faction. Elle était composée de soldats, notamment la veille de Noël. Les militaires qui ont tiré la foule le 1<sup>er</sup> janvier s'employaient à faire respecter les droits d'entrée prévus.

Les gens s'y étaient rendus en famille, et en ôtant du motif qui les réunissait, l'émotion était plutôt bon enfant. La garde nationale républicaine (G.N.R.), très généralement détestée en raison de son rôle à l'époque salazariste, était là, mais peu nom-

breuse, pour faire respecter l'ordre.

Les deux précédentes manifestations organisées par le CAARP pour réclamer la libération des officiers soldats et civils arrêtés à la suite des événements du 25 novembre — notamment les quelques deux cents personnes encore emprisonnées à Custos — c'était la police militaire qui était de faction. Elle était composée de soldats, notamment la veille de Noël. Les militaires qui ont tiré la foule le 1<sup>er</sup> janvier s'employaient à faire respecter les droits d'entrée prévus.

Les gens s'y étaient rendus en famille, et en ôtant du motif qui les réunissait, l'émotion était plutôt bon enfant. La garde nationale républicaine (G.N.R.), très généralement détestée en raison de son rôle à l'époque salazariste, était là, mais peu nom-

breuse, pour faire respecter l'ordre.

Les deux précédentes manifestations organisées par le CAARP pour réclamer la libération des officiers soldats et civils arrêtés à la suite des événements du 25 novembre — notamment les quelques deux cents personnes encore emprisonnées à Custos — c'était la police militaire qui était de faction. Elle était composée de soldats, notamment la veille de Noël. Les militaires qui ont tiré la foule le 1<sup>er</sup> janvier s'employaient à faire respecter les droits d'entrée prévus.

Les gens s'y étaient rendus en famille, et en ôtant du motif qui les réunissait, l'émotion était plutôt bon enfant. La garde nationale républicaine (G.N.R.), très généralement détestée en raison de son rôle à l'époque salazariste, était là, mais peu nom-

breuse, pour faire respecter l'ordre.

### Grande-Bretagne

#### La presse critique sévèrement la « liste des honneurs »

De notre correspondant

Londres. — Depuis un certain temps, déjà, la « liste des honneurs » semble devenir moins populaire. Cette fois-ci, l'accueil de la presse est particulièrement dur.

Si 1975 a été l'année de la femme, le fait d'y avoir refusé d'être nommée à la « liste des honneurs » — seulement six de plus — a été une déception.

Comme toujours, cependant, ce sont les honneurs féminins qui ont été le plus grand nombre de titres, alors que les « corvées dorées de Whitehall » sont déjà considérées comme bénéficiaires de la télévision et des sports.

Dans le domaine politique, l'un des titres les plus convoités va à l'ancien premier ministre conservateur du Canada, M. John Diefenbaker qui devient « compagnon d'honneur ». Le titre de chevalier est attribué à M. Campbell Adamson, le directeur général de la Confédération britannique de l'In-

dustrie. Beaucoup considèrent qu'en février 1974, M. Adamson avait contribué à la déstabilisation de M. Heath, en critiquant l'attitude du gouvernement conservateur.

Parmi les nouveaux chevaliers figurent aussi M. Peter Eddiqui, qui préside la délégation conservatrice au Parlement de Strasbourg.

Comme toujours, cependant, ce sont les honneurs féminins qui ont été le plus grand nombre de titres, alors que les « corvées dorées de Whitehall » sont déjà considérées comme bénéficiaires de la télévision et des sports.

Dans le domaine politique, l'un des titres les plus convoités va à l'ancien premier ministre conservateur du Canada, M. John Diefenbaker qui devient « compagnon d'honneur ». Le titre de chevalier est attribué à M. Campbell Adamson, le directeur général de la Confédération britannique de l'In-

dustrie. Beaucoup considèrent qu'en février 1974, M. Adamson avait contribué à la déstabilisation de M. Heath, en critiquant l'attitude du gouvernement conservateur.

Parmi les nouveaux chevaliers figurent aussi M. Peter Eddiqui, qui préside la délégation conservatrice au Parlement de Strasbourg.

Comme toujours, cependant, ce sont les honneurs féminins qui ont été le plus grand nombre de titres, alors que les « corvées dorées de Whitehall » sont déjà considérées comme bénéficiaires de la télévision et des sports.

Dans le domaine politique, l'un des titres les plus convoités va à l'ancien premier ministre conservateur du Canada, M. John Diefenbaker qui devient « compagnon d'honneur ». Le titre de chevalier est attribué à M. Campbell Adamson, le directeur général de la Confédération britannique de l'In-

dustrie. Beaucoup considèrent qu'en février 1974, M. Adamson avait contribué à la déstabilisation de M. Heath, en critiquant l'attitude du gouvernement conservateur.

Parmi les nouveaux chevaliers figurent aussi M. Peter Eddiqui, qui préside la délégation conservatrice au Parlement de Strasbourg.

Comme toujours, cependant, ce sont les honneurs féminins qui ont été le plus grand nombre de titres, alors que les « corvées dorées de Whitehall » sont déjà considérées comme bénéficiaires de la télévision et des sports.

Dans le domaine politique, l'un des titres les plus convoités va à l'ancien premier ministre conservateur du Canada, M. John Diefenbaker qui devient « compagnon d'honneur ». Le titre de chevalier est attribué à M. Campbell Adamson, le directeur général de la Confédération britannique de l'In-

dustrie. Beaucoup considèrent qu'en février 1974, M. Adamson avait contribué à la déstabilisation de M. Heath, en critiquant l'attitude du gouvernement conservateur.

Parmi les nouveaux chevaliers figurent aussi M. Peter Eddiqui, qui préside la délégation conservatrice au Parlement de Strasbourg.

Comme toujours, cependant, ce sont les honneurs féminins qui ont été le plus grand nombre de titres, alors que les « corvées dorées de Whitehall » sont déjà considérées comme bénéficiaires de la télévision et des sports.

Dans le domaine politique, l'un des titres les plus convoités va à l'ancien premier ministre conservateur du Canada, M. John Diefenbaker qui devient « compagnon d'honneur ». Le titre de chevalier est attribué à M. Campbell Adamson, le directeur général de la Confédération britannique de l'In-

dustrie. Beaucoup considèrent qu'en février 1974, M. Adamson avait contribué à la déstabilisation de M. Heath, en critiquant l'attitude du gouvernement conservateur.

Parmi les nouveaux chevaliers figurent aussi M. Peter Eddiqui, qui préside la délégation conservatrice au Parlement de Strasbourg.

Comme toujours, cependant, ce sont les honneurs féminins qui ont été le plus grand nombre de titres, alors que les « corvées dorées de Whitehall » sont déjà considérées comme bénéficiaires de la télévision et des sports.

Dans le domaine politique, l'un des titres les plus convoités va à l'ancien premier ministre conservateur du Canada, M. John Diefenbaker qui devient « compagnon d'honneur ». Le titre de chevalier est attribué à M. Campbell Adamson, le directeur général de la Confédération britannique de l'In-

dustrie. Beaucoup considèrent qu'en février 1974, M. Adamson avait contribué à la déstabilisation de M. Heath, en critiquant l'attitude du gouvernement conservateur.

Parmi les nouveaux chevaliers figurent aussi M. Peter Eddiqui, qui préside la délégation conservatrice au Parlement de Strasbourg.

Comme toujours, cependant, ce sont les honneurs féminins qui ont été le plus grand nombre de titres, alors que les « corvées dorées de Whitehall » sont déjà considérées comme bénéficiaires de la télévision et des sports.

Dans le domaine politique, l'un des titres les plus convoités va à l'ancien premier ministre conservateur du Canada, M. John Diefenbaker qui devient « compagnon d'honneur ». Le titre de chevalier est attribué à M. Campbell Adamson, le directeur général de la Confédération britannique de l'In-

dustrie. Beaucoup considèrent qu'en février 1974, M. Adamson avait contribué à la déstabilisation de M. Heath, en critiquant l'attitude du gouvernement conservateur.

Parmi les nouveaux chevaliers figurent aussi M. Peter Eddiqui, qui préside la délégation conservatrice au Parlement de Strasbourg.

### POINTS DE VUE

#### La France ou l'Europe ?

par CHARLES HERNU (\*)

Le centenaire n'a pas d'importance, il n'y a pas de base populaire ; il évoque la « troisième vague » de la IV<sup>e</sup> République, l'humiliation de la France, la dépendance à l'égard de l'étranger, des grandes sociétés, et donc l'absence de l'indépendance de la France.

Le lecteur trouvera ce propos excessif, et il le vaudrait que M. Valéry Giscard d'Estaing n'a pas l'intention de revenir à la IV<sup>e</sup> République, même si gouverner par un centre peut lui paraître une solution.

Cette liberté de décider, de choisir que la France soit de gauche ou de droite, appartient d'abord aux Français. En eux-mêmes, la condition que l'Europe soit traitée indépendamment des deux blocs, quelle soit libre de décider de son avenir.

Or, une Europe dans l'état actuel des choses, nous placerait dans un camp politique, industriel, diplomatique, militaire ; nous rendrait dépendant et accrocherait par là même les risques de crise que le Grand.

Une Europe non inféodée à l'U.R.S.S. et déliée de l'hégémonie américaine, nous permettrait de gagner les autres de notre peuple. Cette liberté de décider, de choisir que la France soit de gauche ou de droite, appartient d'abord aux Français.

En eux-mêmes, la condition que l'Europe soit traitée indépendamment des deux blocs, quelle soit libre de décider de son avenir.

Or, une Europe dans l'état actuel des choses, nous placerait dans un camp politique, industriel, diplomatique, militaire ; nous rendrait dépendant et accrocherait par là même les risques de crise que le Grand.

Une Europe non inféodée à l'U.R.S.S. et déliée de l'hégémonie américaine, nous permettrait de gagner les autres de notre peuple. Cette liberté de décider, de choisir que la France soit de gauche ou de droite, appartient d'abord aux Français.

En eux-mêmes, la condition que l'Europe soit traitée indépendamment des deux blocs, quelle soit libre de décider de son avenir.

Or, une Europe dans l'état actuel des choses, nous placerait dans un camp politique, industriel, diplomatique, militaire ; nous rendrait dépendant et accrocherait par là même les risques de crise que le Grand.

Une Europe non inféodée à l'U.R.S.S. et déliée de l'hégémonie américaine, nous permettrait de gagner les autres de notre peuple. Cette liberté de décider, de choisir que la France soit de gauche ou de droite, appartient d'abord aux Français.

En eux-mêmes, la condition que l'Europe soit traitée indépendamment des deux blocs, quelle soit libre de décider de son avenir.

Or, une Europe dans l'état actuel des choses, nous placerait dans un camp politique, industriel, diplomatique, militaire ; nous rendrait dépendant et accrocherait par là même les risques de crise que le Grand.

Une Europe non inféodée à l'U.R.S.S. et déliée de l'hégémonie américaine, nous permettrait de gagner les autres de notre peuple. Cette liberté de décider, de choisir que la France soit de gauche ou de droite, appartient d'abord aux Français.

En eux-mêmes, la condition que l'Europe soit traitée indépendamment des deux blocs, quelle soit libre de décider de son avenir.

Or, une Europe dans l'état actuel des choses, nous placerait dans un camp politique, industriel, diplomatique, militaire ; nous rendrait dépendant et accrocherait par là même les risques de crise que le Grand.

#### Le bond en avant

par JACQUES MALLET (\*)

L'ANNÉE 1975, qui fut pour l'Europe une année de crise, s'est terminée par deux conférences d'une extrême importance : la « somme des Neuf » à Rome, la conférence de l'Union européenne à Bruxelles.

La première était générale ; elle s'est ouverte au début du mois de décembre, la réunion du Conseil européen des chefs d'Etat et de gouvernement. L'Europe voulait faire bande à part à la conférence sur l'énergie, ce qui requiert de compromettre la position de la France.

La seconde était plus particulière ; elle s'est ouverte au début du mois de décembre, la réunion du Conseil européen des chefs d'Etat et de gouvernement. L'Europe voulait faire bande à part à la conférence sur l'énergie, ce qui requiert de compromettre la position de la France.

La première était générale ; elle s'est ouverte au début du mois de décembre, la réunion du Conseil européen des chefs d'Etat et de gouvernement. L'Europe voulait faire bande à part à la conférence sur l'énergie, ce qui requiert de compromettre la position de la France.

La seconde était plus particulière ; elle s'est ouverte au début du mois de décembre, la réunion du Conseil européen des chefs d'Etat et de gouvernement. L'Europe voulait faire bande à part à la conférence sur l'énergie, ce qui requiert de compromettre la position de la France.

La première était générale ; elle s'est ouverte au début du mois de décembre, la réunion du Conseil européen des chefs d'Etat et de gouvernement. L'Europe voulait faire bande à part à la conférence sur l'énergie, ce qui requiert de compromettre la position de la France.

La seconde était plus particulière ; elle s'est ouverte au début du mois de décembre, la réunion du Conseil européen des chefs d'Etat et de gouvernement. L'Europe voulait faire bande à part à la conférence sur l'énergie, ce qui requiert de compromettre la position de la France.

La première était générale ; elle s'est ouverte au début du mois de décembre, la réunion du Conseil européen des chefs d'Etat et de gouvernement. L'Europe voulait faire bande à part à la conférence sur l'énergie, ce qui requiert de compromettre la position de la France.

La seconde était plus particulière ; elle s'est ouverte au début du mois de décembre, la réunion du Conseil européen des chefs d'Etat et de gouvernement. L'Europe voulait faire bande à part à la conférence sur l'énergie, ce qui requiert de compromettre la position de la France.

La première était générale ; elle s'est ouverte au début du mois de décembre, la réunion du Conseil européen des chefs d'Etat et de gouvernement. L'Europe voulait faire bande à part à la conférence sur l'énergie, ce qui requiert de compromettre la position de la France.

La seconde était plus particulière ; elle s'est ouverte au début du mois de décembre, la réunion du Conseil européen des chefs d'Etat et de gouvernement. L'Europe voulait faire bande à part à la conférence sur l'énergie, ce qui requiert de compromettre la position de la France.

La première était générale ; elle s'est ouverte au début du mois de décembre, la réunion du Conseil européen des chefs d'Etat et de gouvernement. L'Europe voulait faire bande à part à la conférence sur l'énergie, ce qui requiert de compromettre la position de la France.

### IMPRIMERIE MINUTE

345.21.62

345.00.29

33, Av. Daumesnil (Gare de Lyon)

LA MAFIA A LE BRAS L

Belgique

On n'avait été prévu pour la se

la cinzième personnes ont pari

MATELAS • SOMMIERS • ENSEMBLES  
**TRÉCA  
EPÉDA  
SIMMONS**

LIVRABON  
TRÉCA  
EXPOSITION ET CENTRE D'ESSAI  
**CAPELOU**

Seule adresse de vente :  
37, av. de la République  
PARIS XI<sup>e</sup> • Tél. 537.48.35  
METRO TAPARTMENT

RECTIFICATIF  
**RÉGLAGES  
TF 1 COULE**

مكتبة  
من  
الاصول

EUROPE

L'U.R.S.S. et son image

(Suite de la première page.)  
3) La puissance économique et l'attraction du modèle social avaient pris le relais, rendant l'image de l'U.R.S.S. au cours jusqu'à la fin des années 50. Cette attraction est encore importante sur le plan social : à l'heure de la crise en Occident, l'image d'un pays sans chômage (encore que les critères employés pour le définir soient beaucoup plus restrictifs qu'en France), à l'heure de la pénurie de biens de consommation, à l'heure de la hausse des prix, à l'heure de la hausse des tarifs publics réduits et aux loyers dérisoires, se présente comme une image non négligeable. Elle est d'une « petite vie » calme, dépourvue sans doute de liberté et de confort, mais imprégnée « du lot et d'ordre », de sécurité à l'abri des sous-bosses politiques et sociaux que connaissent les pays d'Occident.

4) Rattraper et dépasser... Il y aurait des réserves à faire sur ces différents points (dans tous les cas, la présence ou l'absence de liberté « formelle » n'est pas mise dans la balance) mais, pour rester en « perceptions » occidentales, deux correctifs sont attendus ces dernières années : cet aspect de l'image soviétique : sur le plan social, les services d'un peuple ennemi qui pouvait prêter à la commande des centaines d'imitations de tableaux de maître, n'empêche pas une certaine « culture » du public polonois, qui n'a pas se trouver « entre des mains étrangères », soit qu'il s'agit d'endormir, pendant la nuit, les soldats des camps soviétiques, soit qu'il s'agit d'endormir, pendant la nuit, les soldats des camps soviétiques, soit qu'il s'agit d'endormir, pendant la nuit, les soldats des camps soviétiques.

Les principaux membres de la bande, une dizaine au total, se trouvent aujourd'hui sous les verrous. Ils comparaitront devant un tribunal de Varsovie, d'ici quelques jours. Les accusés sont : Zygmunt Wrzesniewski, 42 ans, ancien directeur de la banque d'Etat, et son épouse, Zofia Wrzesniewska, 40 ans, ancienne directrice de la banque d'Etat. Ils sont accusés d'avoir organisé, en 1968, une tentative de coup d'Etat contre le régime communiste en Pologne. Les autres accusés sont : Andrzej Gajda, 45 ans, ancien directeur de la banque d'Etat, et son épouse, Zofia Gajda, 40 ans, ancienne directrice de la banque d'Etat. Ils sont accusés d'avoir organisé, en 1968, une tentative de coup d'Etat contre le régime communiste en Pologne.

Manuel Lucbert.  
Même si le culte de la croix-aucun est en perte de vitesse à

parallèlement à la politique de détente n'est un paradoxe que pour certains observateurs occidentaux, qui voient dans le « programme de paix » de M. Brejnev le fruit d'un désir irrésistible de la direction soviétique d'atténuer son effort d'armement pour se consacrer à l'amélioration du niveau de vie des populations. Les responsables soviétiques ne présentent nullement la détente comme le résultat d'un tournant politique de leur part, mais d'un « changement de phase » dans la poursuite d'un processus de forces sur l'axe international en faveur de l'Union soviétique et de la communauté socialiste. Autrement dit, c'est parce que l'U.R.S.S. est devenue plus forte, notamment sur le plan militaire, que les Etats bourgeois sont contraints de renouer leurs plans de guerre et de dialoguer avec Moscou. A la limite, c'est lorsque cette force s'efface, définitivement celle des Etats-Unis, que la paix sera définitivement assurée.

Ces considérations expliquent l'ambiguïté et les contradictions de la détente. Ambiguïté parce que les dirigeants actuels et prévisibles de l'U.R.S.S. n'acceptent jamais de libérer leur système, comme vient de le rappeler la Prade, même si cela doit coûter à la diplomatie soviétique. Contradictions, parce que le jeu soviétique, voire démodé pour certains, de la rivalité avec le monde capitaliste et surtout les Etats-Unis n'est pas près de finir.

Ce jeu est en effet inégal, ce qui contribue à le perpétuer. Extrait de son appel idéologique d'antan et incapable de se hisser au niveau américain sur le plan technique et économique, l'Union soviétique concentre l'essentiel de sa puissance sur l'instrument militaire et des deux acides : la police et la diplomatie. En sens elle est condamnée à rester en permanence à la traîne des Etats-Unis, qui ont bien plus de cordes à leur arc : un appareil militaire plus qu'équivalent, une puissance économique sans cesse croissante, et même un modèle culturel qui, pour être contesté, n'en fait pas moins un modèle à suivre.

Michel Tatu.  
protesté contre l'interdiction qui était faite à ses amis de pénétrer dans la zone de la frontière. M. Kovalev a été expulsé et n'a pas pu aller à la frontière. C'est que le ministre de la Justice traduit en Cour d'assises les demandes et des prétentions des demandeurs, les juges, à l'égard des participants en procès. Lorsque le tribunal, en toute logique, les a rejetés, il leur a permis de quitter la zone, à l'exception de ceux qui ont refusé de quitter la zone.

PORTO  
races de l'ordre  
provocation

Une élite aux prises avec la violence... Tous ont été tués ou blessés... Les victimes ont été enterrées dans des tombes anonymes... Les autorités ont refusé de reconnaître la responsabilité de la police... Les familles des victimes ont demandé des excuses et des réparations... Les autorités ont refusé de leur accorder.

Grande-Bretagne

critique sévèrement  
des honneurs

Notre correspondant... Les honneurs ont été remis à des personnes qui ne méritent pas... Les autorités ont refusé de reconnaître la responsabilité de la police... Les familles des victimes ont demandé des excuses et des réparations... Les autorités ont refusé de leur accorder.

n avant

Les autorités ont refusé de reconnaître la responsabilité de la police... Les familles des victimes ont demandé des excuses et des réparations... Les autorités ont refusé de leur accorder.

TRECA  
EPEDA  
SIMMONS  
CAPELOU  
37, av. de la République  
PARIS 11

Pologne  
« LA MAFIA A LE BRAS LONG »

De notre correspondant  
Vienne. — « La mafia » le bras long... Sous ce titre d'un livre, le grand quotidien polonois de Varsovie, Zycie Warszawy, vient de révéler à ses lecteurs l'existence d'une mafia puissante en Pologne depuis la guerre. Il s'agit d'une mafia, d'un réseau de personnes qui, grâce à leurs relations avec les services de la police, ont pu s'enrichir et devenir puissants. Les auteurs du livre, deux journalistes, ont obtenu ces informations grâce à leurs sources dans la police et dans les services de la justice.

Manuel Lucbert.  
Même si le culte de la croix-aucun est en perte de vitesse à

Belgique

Rien n'avait été prévu pour la sécurité  
dans la salle de danse du café de La Louvière  
où quinze personnes ont péri

De notre correspondant  
Bruxelles. — Les experts chargés de l'enquête sur la catastrophe de La Louvière, en Belgique, ont déclaré que rien n'avait été prévu pour la sécurité dans la salle de danse du café de La Louvière, où quinze personnes ont péri. Les experts ont constaté que les mesures de sécurité étaient insuffisantes et que les responsables n'avaient pas prévu les conséquences d'une telle catastrophe.

RECTIFICATIF  
DARTY  
RÉGLAGES  
TF 1 COULEUR  
La page d'information « DARTY ET VOTRE JOURNAL » par le 31 décembre 1975...  
DARTY  
RÉGLAGES  
TF 1 COULEUR  
La page d'information « DARTY ET VOTRE JOURNAL » par le 31 décembre 1975...  
DARTY  
RÉGLAGES  
TF 1 COULEUR  
La page d'information « DARTY ET VOTRE JOURNAL » par le 31 décembre 1975...

Aucune loi ne pénalise le délit d'opinion  
affirme le premier vice-ministre soviétique de la justice

De notre correspondant  
Moscou. — Les autorités soviétiques ont déclaré que aucune loi ne pénalise le délit d'opinion. Le premier vice-ministre soviétique de la justice, M. Kovalev, a déclaré que les lois soviétiques ne pénalisent pas l'opinion, mais seulement les actes. Il a ajouté que les lois soviétiques sont basées sur les principes de la justice et de l'équité.

Pour votre  
DEMANAGEMENT  
208 10-30 ODOUL  
LIQUIDATION TOTALE  
MEN SPORT  
Chemisier-Tailleur  
16, rue de Sévres - PARIS (7)  
CHEMISERIE  
ET PRÊT-À-PORTER de LUXE  
PRIX SACRIFIES  
Ouvert de 9 h 30 à 19 h





JUSTICE

CARNET

AUX ANTILLES FRANÇAISES

Pressions, passe-droits et fraude fiscale

Fort-de-France. — Des déclarations comme les autres, la Martinique et la Guadeloupe ? M. Chirac, lors de sa tournée antillaise, n'est pas venu de l'autre côté de la mer, mais de la fraude fiscale. Pourtant, s'il est le maître de la justice, il est aussi le maître de la fraude. C'est ce qu'il faut retenir de sa tournée antillaise. Dans les îles, ce sont bien des choses.

La justice ? Dans la juridiction de la Martinique, sur trente magistrats, vingt-neuf sont blancs, et tous les juges, à une exception près, sont blancs. Dans la Guadeloupe, sur trente magistrats, vingt-neuf sont blancs, et tous les juges, à une exception près, sont blancs. Dans la Martinique, sur trente magistrats, vingt-neuf sont blancs, et tous les juges, à une exception près, sont blancs.

De notre envoyé spécial

La fraude fiscale ? Les poursuites (en ce domaine) sont d'abord soumises à l'appréciation du procureur, qui intervient en permanence, à l'exception de la fraude fiscale. Ce procureur, qui est blanc, est le maître de la justice. C'est ce qu'il faut retenir de sa tournée antillaise. Dans les îles, ce sont bien des choses.

La fraude fiscale ? Les poursuites (en ce domaine) sont d'abord soumises à l'appréciation du procureur, qui intervient en permanence, à l'exception de la fraude fiscale. Ce procureur, qui est blanc, est le maître de la justice. C'est ce qu'il faut retenir de sa tournée antillaise. Dans les îles, ce sont bien des choses.

Pitié pour

nos contribuables

Les contribuables ? Les poursuites (en ce domaine) sont d'abord soumises à l'appréciation du procureur, qui intervient en permanence, à l'exception de la fraude fiscale. Ce procureur, qui est blanc, est le maître de la justice. C'est ce qu'il faut retenir de sa tournée antillaise. Dans les îles, ce sont bien des choses.

Les contribuables ? Les poursuites (en ce domaine) sont d'abord soumises à l'appréciation du procureur, qui intervient en permanence, à l'exception de la fraude fiscale. Ce procureur, qui est blanc, est le maître de la justice. C'est ce qu'il faut retenir de sa tournée antillaise. Dans les îles, ce sont bien des choses.

Les contribuables ? Les poursuites (en ce domaine) sont d'abord soumises à l'appréciation du procureur, qui intervient en permanence, à l'exception de la fraude fiscale. Ce procureur, qui est blanc, est le maître de la justice. C'est ce qu'il faut retenir de sa tournée antillaise. Dans les îles, ce sont bien des choses.

EDUCATION

Selon M. Pierre Pflimlin

L'ENSEIGNEMENT DE L'ALLEMAND DOIT PASSER AVANT CELUI DU DIALECTE ASSIEN

M. Pierre Pflimlin, ministre de Strasbourg, vient d'adresser à M. René Haby, ministre de l'Éducation, une lettre dans laquelle il estime que les professeurs pris récemment par le gouvernement pour l'enseignement de l'allemand n'ont pas le niveau nécessaire. M. Pflimlin, réuni de l'enseignement de l'allemand et celui de l'enseignement de l'allemand, a déclaré que les professeurs pris récemment par le gouvernement pour l'enseignement de l'allemand n'ont pas le niveau nécessaire.

EDUCATION

Selon M. Pierre Pflimlin

L'ENSEIGNEMENT DE L'ALLEMAND DOIT PASSER AVANT CELUI DU DIALECTE ASSIEN

M. Pierre Pflimlin, ministre de Strasbourg, vient d'adresser à M. René Haby, ministre de l'Éducation, une lettre dans laquelle il estime que les professeurs pris récemment par le gouvernement pour l'enseignement de l'allemand n'ont pas le niveau nécessaire. M. Pflimlin, réuni de l'enseignement de l'allemand et celui de l'enseignement de l'allemand, a déclaré que les professeurs pris récemment par le gouvernement pour l'enseignement de l'allemand n'ont pas le niveau nécessaire.

SOCIÉTÉ

Correspondance

Notre entreprise ne peut pas se permettre ce genre de fantaisie

Notre entreprise ne peut pas se permettre ce genre de fantaisie. M. Chirac, lors de sa tournée antillaise, n'est pas venu de l'autre côté de la mer, mais de la fraude fiscale. Pourtant, s'il est le maître de la justice, il est aussi le maître de la fraude. C'est ce qu'il faut retenir de sa tournée antillaise. Dans les îles, ce sont bien des choses.

SCIENCES

L'IRLANDAISE ENTRE A L'AGENCE SPATIALE EUROPÉENNE

L'IRLANDAISE ENTRE A L'AGENCE SPATIALE EUROPÉENNE. L'Agence spatiale européenne (ESA) a accepté de financer la participation irlandaise à la mission Spacelab 2. Cette mission, qui est la première mission irlandaise dans l'espace, sera lancée en 1982.

Naissances

M. et Mme Louis-Joseph Labadie, M. et Mme Claude Labadie, leurs enfants et petits-enfants. M. et Mme Jacques Perraud, leurs enfants et petits-enfants. M. et Mme Charles Perraud, leurs enfants et petits-enfants.

Fonctions

M. et Mme Paul Goussier, M. et Mme Louis de Font-Réa, leurs enfants et petits-enfants. M. et Mme Charles Perraud, leurs enfants et petits-enfants. M. et Mme Charles Perraud, leurs enfants et petits-enfants.

Décès

M. et Mme Louis de Font-Réa, M. et Mme Charles Perraud, leurs enfants et petits-enfants. M. et Mme Charles Perraud, leurs enfants et petits-enfants. M. et Mme Charles Perraud, leurs enfants et petits-enfants.

Naissances

M. et Mme Louis-Joseph Labadie, M. et Mme Claude Labadie, leurs enfants et petits-enfants. M. et Mme Jacques Perraud, leurs enfants et petits-enfants. M. et Mme Charles Perraud, leurs enfants et petits-enfants.

Fonctions

M. et Mme Paul Goussier, M. et Mme Louis de Font-Réa, leurs enfants et petits-enfants. M. et Mme Charles Perraud, leurs enfants et petits-enfants. M. et Mme Charles Perraud, leurs enfants et petits-enfants.

Décès

M. et Mme Louis de Font-Réa, M. et Mme Charles Perraud, leurs enfants et petits-enfants. M. et Mme Charles Perraud, leurs enfants et petits-enfants. M. et Mme Charles Perraud, leurs enfants et petits-enfants.

Anniversaires

M. et Mme Louis de Font-Réa, M. et Mme Charles Perraud, leurs enfants et petits-enfants. M. et Mme Charles Perraud, leurs enfants et petits-enfants. M. et Mme Charles Perraud, leurs enfants et petits-enfants.

Avies de décès

M. et Mme Louis de Font-Réa, M. et Mme Charles Perraud, leurs enfants et petits-enfants. M. et Mme Charles Perraud, leurs enfants et petits-enfants. M. et Mme Charles Perraud, leurs enfants et petits-enfants.

Messes d'anniversaires

M. et Mme Louis de Font-Réa, M. et Mme Charles Perraud, leurs enfants et petits-enfants. M. et Mme Charles Perraud, leurs enfants et petits-enfants. M. et Mme Charles Perraud, leurs enfants et petits-enfants.

Communications diverses

M. et Mme Louis de Font-Réa, M. et Mme Charles Perraud, leurs enfants et petits-enfants. M. et Mme Charles Perraud, leurs enfants et petits-enfants. M. et Mme Charles Perraud, leurs enfants et petits-enfants.

Visites et conférences

M. et Mme Louis de Font-Réa, M. et Mme Charles Perraud, leurs enfants et petits-enfants. M. et Mme Charles Perraud, leurs enfants et petits-enfants. M. et Mme Charles Perraud, leurs enfants et petits-enfants.

SAMEDI 3 JANVIER

M. et Mme Louis de Font-Réa, M. et Mme Charles Perraud, leurs enfants et petits-enfants. M. et Mme Charles Perraud, leurs enfants et petits-enfants. M. et Mme Charles Perraud, leurs enfants et petits-enfants.

Le SOUTHERN Star Lemon.

Un rien d'atmosphère

LATRELLE

Le SOUTHERN Star Lemon. Un rien d'atmosphère. LATRELLE. Le SOUTHERN Star Lemon. Un rien d'atmosphère. LATRELLE.

محضان النحل























# LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

APRÈS L'ACCORD C.E.A. - WESTINGHOUSE

## Libres opinions

### E.D.F. et les cadeaux au baron Empain

Par YVES DURRIEU (\*)

Vaudrait développer les industries de pointe et la technologie française est certes une noble ambition. Devenir compétitifs sur les marchés étrangers est également louable. Mais il serait en fait d'acquiescer aux moyens au fur et à mesure de la recherche. Or la politique suivie depuis quelques temps dans le domaine nucléaire ne répond pas aux intentions exprimées par le ministre de l'Industrie et de la Recherche (1).

Nous ne reviendrons pas sur la lamentable démission du C.E.A. qui perd son autonomie, livre ses capacités de recherche et une partie de l'uranium français à Westinghouse, sans même disposer d'une minorité de blocage au sein de Framatome, dont Creusot-Loire détient la majorité du capital. Quand on sait que Creusot-Loire est d'abord le trust belge du baron Empain, on mesure le progrès dans l'indépendance nationale que consacrerait un accord.

Mais il y a plus : cette concentration de la production française de matériel électro-nucléaire autour de Creusot-Loire est encore facilitée par la politique que le pouvoir impose à E.D.F. D'abord avec le choix du tout nucléaire et de la filière nucléaire américaine à son légion, nous nous en sommes remis, au moins jusqu'en 1982, à la technologie étrangère. Peu importe la faible coût du brevel, mais c'est essentiellement la dépendance dans laquelle nous sommes réduits qui compte. Les Allemands, dans ce domaine, ont fait mieux, en « germanisant » cette même filière.

A cette dépendance technique vis-à-vis des États-Unis (via Framatome), il faut ajouter une dépendance financière (E.D.F. doit emprunter aux U.S.A. la plupart des fonds nécessaires à son investissement nucléaire) et une dépendance, pour sept ou huit ans encore, concernant l'assistance en uranium enrichi.

Ensuite, avec les méthodes de travail imposées à E.D.F. : jusqu'alors E.D.F. était maître d'œuvre de ses centrales ; désormais elle recourt aux chantiers nucléaires, « clés en main », c'est-à-dire sans en pénétrer suffisamment la conception ; il en résulte un véritable démantèlement de la direction de l'équipement d'E.D.F. au profit de Framatome, d'autant plus que des études de développement, que cette direction contrôlait naguère passent également à Framatome. Alors qu'aujourd'hui c'étaient les constructeurs qui servaient de sous-traitant pour les études d'E.D.F., maintenant c'est E.D.F. qui est des études en sous-traitant de Framatome, sans que celui-ci paie.

Et le processus adopté pour les centrales à exporter (2) n'est pas rassurant de ce point de vue. Framatome s'en, en effet, pour l'essentiel de vendre à l'étranger des centrales nucléaires « clés en main », sans en avoir la compétence, puisqu'il est fabricant de chaudières et non de centrales complètes. Il lui faut donc la caution d'E.D.F. C'est pourquoi on a créé un nouveau service à E.D.F., la SINEC, pour mettre l'ensemble du potentiel de l'établissement à la disposition de Framatome. Or, d'après ce qu'on sait, les pays étrangers contactés seraient plus rassurés de traiter directement avec E.D.F., plus compétent, en la matière, que Framatome. Mais il faut bien que cette dernière puisse profiter de la vente des centrales : à E.D.F. était la matière d'œuvre, le profit de Framatome serait minime.

Enfin, avec l'extension du rôle de Framatome dans le gamme des centrales nucléaires : jusqu'alors on lui demandait des chaudières à eau légère ou pour des centrales de 300 MW, et on lui avait convenu de ne construire des tranches de 1300 MW qu'après que celui-ci aurait été expérimenté aux États-Unis. Or, maintenant, le C.E.A. a décidé de construire des tranches de 1300 MW à Framatome, probablement en guise de cadeau de mariage avec le C.E.A.

On n'est pas sûr que ce soit la meilleure solution. Le C.E.A. était chargé (avec son licencié, la Compagnie Générale d'Électricité) de l'élaboration de la chaudière du surréacteur Super-Phénix, en créant, pour se substituer au C.E.A. (et à la C.G.E.), une nouvelle société (INCOVATOM) dont la majorité du capital appartenait à Creusot-Loire. D'autre part, d'une façon plus générale, des négociations sont actuellement en cours afin que Creusot-Loire prenne en charge les chaudières de tous les surréacteurs à venir.

En vérité, M. d'Ornano, qui concorde avec l'opinion des fabricants de chaudières nucléaires autour du capital étranger de Creusot-Loire, est victime de ses préjugés : pour lui, il y a, d'un côté, la « libre entreprise », qui est dynamique et compétitive, surtout si elle appartient aux États-Unis, et de l'autre côté, le « trust », qui est statique, si, de l'autre côté, il y a un « cartel » public, leur comme un boulet de canon. Il ne s'agit pas d'un seul esprit qui enfreint les deux il peut éclairer des entreprises publiques qui soient plus dynamiques et plus compétitives que le secteur privé, de ne recourir pas au E.D.F., dont plus de 70 % de la population reconnaissent, au cours de récents sondages, la compétence technique. Mais on peut constater également que l'État est certainement plus compétitif que le secteur privé, que la gauche compte pour promouvoir un secteur de pointe français qui ira à la conquête des marchés étrangers et assurera réellement l'indépendance nationale.

\*) Membre du conseil d'administration du P.S., secrétaire national des sections à groupes socialistes d'entreprises à E.D.F.-G.D.F.

### « L'HUMANITÉ » : LE COMMISSARIAT À L'ÉNERGIE ATOMIQUE « AMÉRICANISE »

Sous le plume de Jack Dorn, l'Humanité du 14 janvier 1976 commente l'accord conclu entre le C.E.A. et Westinghouse (le Monde du 3 janvier) :

« Westinghouse et le baron Empain vont pouvoir passer à l'acte dans ce réservoir de commissions techniques et administratives que le C.E.A. est devenu depuis le début de l'opération. Le ministre de l'Industrie souligne comment c'est la mainmise du C.E.A. sur le budget de recherche et de développement de Westinghouse et de son concurrent General Electric réunis. (...) »

C'est pour mettre Creusot-Loire au centre des études, que l'on veut lui céder l'Amérique et que l'on démantèle la direction du C.E.A. L'indépendance nationale, dans cette affaire, n'est qu'un leurre de propagande. Rien de plus.

### FRAMATOME : une filiale de Creusot-Loire.

La société Framatome, dans laquelle le Commissariat à l'énergie atomique va prendre une participation en rachetant 30 % des parts de Westinghouse, a vu le jour en 1968. Sa création avait pour but l'exploitation des produits de Westinghouse pour les centrales nucléaires. En 1972, le capital de Framatome a haussé de 40 % et Westinghouse détient 51 %. Les 49 % restants étaient détenus par le C.E.A. et le groupe Empain-Schneider. Jean-Michel Schneider, directeur de la filiale de Westinghouse, a été nommé directeur de la filiale de Westinghouse, le groupe américain ayant fait en outre une offre de 40 % de la filiale de Westinghouse.

Le C.E.A. a acquis, depuis la décision du gouvernement, de la décision du gouvernement, le seul constructeur français de centrales nucléaires (système PWR, dit à eau pressurisée) en France (le C.E.A. a acquis, depuis la décision du gouvernement, le seul constructeur français de centrales nucléaires (système PWR, dit à eau pressurisée) en France).

Le C.E.A. a acquis, depuis la décision du gouvernement, le seul constructeur français de centrales nucléaires (système PWR, dit à eau pressurisée) en France.

Le C.E.A. a acquis, depuis la décision du gouvernement, le seul constructeur français de centrales nucléaires (système PWR, dit à eau pressurisée) en France.

Le C.E.A. a acquis, depuis la décision du gouvernement, le seul constructeur français de centrales nucléaires (système PWR, dit à eau pressurisée) en France.

Le C.E.A. a acquis, depuis la décision du gouvernement, le seul constructeur français de centrales nucléaires (système PWR, dit à eau pressurisée) en France.

Le C.E.A. a acquis, depuis la décision du gouvernement, le seul constructeur français de centrales nucléaires (système PWR, dit à eau pressurisée) en France.

Le C.E.A. a acquis, depuis la décision du gouvernement, le seul constructeur français de centrales nucléaires (système PWR, dit à eau pressurisée) en France.

Le C.E.A. a acquis, depuis la décision du gouvernement, le seul constructeur français de centrales nucléaires (système PWR, dit à eau pressurisée) en France.

Le C.E.A. a acquis, depuis la décision du gouvernement, le seul constructeur français de centrales nucléaires (système PWR, dit à eau pressurisée) en France.

Le C.E.A. a acquis, depuis la décision du gouvernement, le seul constructeur français de centrales nucléaires (système PWR, dit à eau pressurisée) en France.

Le C.E.A. a acquis, depuis la décision du gouvernement, le seul constructeur français de centrales nucléaires (système PWR, dit à eau pressurisée) en France.

Le C.E.A. a acquis, depuis la décision du gouvernement, le seul constructeur français de centrales nucléaires (système PWR, dit à eau pressurisée) en France.

Le C.E.A. a acquis, depuis la décision du gouvernement, le seul constructeur français de centrales nucléaires (système PWR, dit à eau pressurisée) en France.

## CONJONCTURE

UNE ÉTUDE DE LA CHAMBRE DE COMMERCE DE PARIS

### La croissance économique de la France aura été en moyenne de 3,6 % par an au cours du VI<sup>e</sup> Plan contre 5,9 % prévus

Malgré les mauvais résultats agricoles des années 1971 et 1972, la production intérieure s'est maintenue durant les trois premières années du VI<sup>e</sup> Plan au-dessus de la production moyenne, grâce à la production non agricole, dont les dépenses les plus dynamiques ont été l'énergie et les transports, écrit le Centre d'analyse économique de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris. Le retard enregistré par les secteurs non agricoles au cours du VI<sup>e</sup> Plan (1971-1975) est de 0,4 % à 0,6 %.

### OBJECTIFS ET RÉALISATIONS DU VI<sup>e</sup> PLAN (1971-1975)

	Objectifs 1971-1975 (en %)	Réalisations 1971-1975 (en %)
Production intérieure brute	5,9	3,6
Valeur ajoutée agricole	6,0	2,8
Industrie	6,0	3,6
Services	6,0	3,6
Investissements	6,0	3,6
Exportations	6,0	3,6
Importations	6,0	3,6
Salaires	6,0	3,6
Énergie	6,0	3,6
Transport	6,0	3,6
Commerce	6,0	3,6
Construction	6,0	3,6
Industrie	6,0	3,6
Services	6,0	3,6
Investissements	6,0	3,6
Exportations	6,0	3,6
Importations	6,0	3,6
Salaires	6,0	3,6
Énergie	6,0	3,6
Transport	6,0	3,6
Commerce	6,0	3,6
Construction	6,0	3,6
Industrie	6,0	3,6
Services	6,0	3,6
Investissements	6,0	3,6
Exportations	6,0	3,6
Importations	6,0	3,6
Salaires	6,0	3,6
Énergie	6,0	3,6
Transport	6,0	3,6
Commerce	6,0	3,6
Construction	6,0	3,6
Industrie	6,0	3,6
Services	6,0	3,6
Investissements	6,0	3,6
Exportations	6,0	3,6
Importations	6,0	3,6
Salaires	6,0	3,6
Énergie	6,0	3,6
Transport	6,0	3,6
Commerce	6,0	3,6
Construction	6,0	3,6
Industrie	6,0	3,6
Services	6,0	3,6
Investissements	6,0	3,6
Exportations	6,0	3,6
Importations	6,0	3,6
Salaires	6,0	3,6
Énergie	6,0	3,6
Transport	6,0	3,6
Commerce	6,0	3,6
Construction	6,0	3,6
Industrie	6,0	3,6
Services	6,0	3,6
Investissements	6,0	3,6
Exportations	6,0	3,6
Importations	6,0	3,6
Salaires	6,0	3,6
Énergie	6,0	3,6
Transport	6,0	3,6
Commerce	6,0	3,6
Construction	6,0	3,6
Industrie	6,0	3,6
Services	6,0	3,6
Investissements	6,0	3,6
Exportations	6,0	3,6
Importations	6,0	3,6
Salaires	6,0	3,6
Énergie	6,0	3,6
Transport	6,0	3,6
Commerce	6,0	3,6
Construction	6,0	3,6
Industrie	6,0	3,6
Services	6,0	3,6
Investissements	6,0	3,6
Exportations	6,0	3,6
Importations	6,0	3,6
Salaires	6,0	3,6
Énergie	6,0	3,6
Transport	6,0	3,6
Commerce	6,0	3,6
Construction	6,0	3,6
Industrie	6,0	3,6
Services	6,0	3,6
Investissements	6,0	3,6
Exportations	6,0	3,6
Importations	6,0	3,6
Salaires	6,0	3,6
Énergie	6,0	3,6
Transport	6,0	3,6
Commerce	6,0	3,6
Construction	6,0	3,6
Industrie	6,0	3,6
Services	6,0	3,6
Investissements	6,0	3,6
Exportations	6,0	3,6
Importations	6,0	3,6
Salaires	6,0	3,6
Énergie	6,0	3,6
Transport	6,0	3,6
Commerce	6,0	3,6
Construction	6,0	3,6
Industrie	6,0	3,6
Services	6,0	3,6
Investissements	6,0	3,6
Exportations	6,0	3,6
Importations	6,0	3,6
Salaires	6,0	3,6
Énergie	6,0	3,6
Transport	6,0	3,6
Commerce	6,0	3,6
Construction	6,0	3,6
Industrie	6,0	3,6
Services	6,0	3,6
Investissements	6,0	3,6
Exportations	6,0	3,6
Importations	6,0	3,6
Salaires	6,0	3,6
Énergie	6,0	3,6
Transport	6,0	3,6
Commerce	6,0	3,6
Construction	6,0	3,6
Industrie	6,0	3,6
Services	6,0	3,6
Investissements	6,0	3,6
Exportations	6,0	3,6
Importations	6,0	3,6
Salaires	6,0	3,6
Énergie	6,0	3,6
Transport	6,0	3,6
Commerce	6,0	3,6
Construction	6,0	3,6
Industrie	6,0	3,6
Services	6,0	3,6
Investissements	6,0	3,6
Exportations	6,0	3,6
Importations	6,0	3,6
Salaires	6,0	3,6
Énergie	6,0	3,6
Transport	6,0	3,6
Commerce	6,0	3,6
Construction	6,0	3,6
Industrie	6,0	3,6
Services	6,0	3,6
Investissements	6,0	3,6
Exportations	6,0	3,6
Importations	6,0	3,6
Salaires	6,0	3,6
Énergie	6,0	3,6
Transport	6,0	3,6
Commerce	6,0	3,6
Construction	6,0	3,6
Industrie	6,0	3,6
Services	6,0	3,6
Investissements	6,0	3,6
Exportations	6,0	3,6
Importations	6,0	3,6
Salaires	6,0	3,6
Énergie	6,0	3,6
Transport	6,0	3,6
Commerce	6,0	3,6
Construction	6,0	3,6
Industrie	6,0	3,6
Services	6,0	3,6
Investissements	6,0	3,6
Exportations	6,0	3,6
Importations	6,0	3,6
Salaires	6,0	3,6
Énergie	6,0	3,6
Transport	6,0	3,6
Commerce	6,0	3,6
Construction	6,0	3,6
Industrie	6,0	3,6
Services	6,0	3,6
Investissements	6,0	3,6
Exportations	6,0	3,6
Importations	6,0	3,6
Salaires	6,0	3,6
Énergie	6,0	3,6
Transport	6,0	3,6
Commerce	6,0	3,6
Construction	6,0	3,6
Industrie	6,0	3,6
Services	6,0	3,6
Investissements	6,0	3,6
Exportations	6,0	3,6
Importations	6,0	3,6
Salaires	6,0	3,6
Énergie	6,0	3,6
Transport	6,0	3,6
Commerce	6,0	3,6
Construction	6,0	3,6
Industrie	6,0	3,6
Services	6,0	3,6
Investissements	6,0	3,6
Exportations	6,0	3,6
Importations	6,0	3,6
Salaires	6,0	3,6
Énergie	6,0	3,6
Transport	6,0	3,6
Commerce	6,0	3,6
Construction	6,0	3,6
Industrie	6,0	3,6
Services	6,0	3,6
Investissements	6,0	3,6
Exportations	6,0	3,6
Importations	6,0	3,6
Salaires	6,0	3,6
Énergie	6,0	3,6
Transport	6,0	3,6
Commerce	6,0	3,6
Construction	6,0	3,6
Industrie	6,0	3,6
Services	6,0	3,6
Investissements	6,0	3,6
Exportations	6,0	3,6
Importations	6,0	3,6
Salaires	6,0	3,6
Énergie	6,0	3,6
Transport	6,0	3,6
Commerce	6,0	3,6
Construction	6,0	3,6
Industrie	6,0	3,6
Services	6,0	3,6
Investissements	6,0	3,6
Exportations	6,0	3,6
Importations	6,0	3,6
Salaires	6,0	3,6
Énergie	6,0	3,6
Transport	6,0	3,6
Commerce	6,0	3,6
Construction	6,0	3,6
Industrie	6,0	3,6
Services	6,0	3,6
Investissements	6,0	3,6
Exportations	6,0	3,6
Importations	6,0	3,6
Salaires	6,0	3,6
Énergie	6,0	3,6
Transport	6,0	3,6
Commerce	6,0	3,6
Construction	6,0	3,6
Industrie	6,0	3,6
Services	6,0	3,6
Investissements	6,0	3,6
Exportations	6,0	3,6
Importations	6,0	3,6
Salaires	6,0	3,6
Énergie	6,0	3,6
Transport	6,0	3,6
Commerce	6,0	3,6
Construction	6,0	3,6
Industrie	6,0	3,6
Services	6,0	3,6
Investissements	6,0	3,6
Exportations	6,0	3,6
Importations	6,0	3,6
Salaires	6,0	3,6
Énergie	6,0	3,6
Transport	6,0	3,6
Commerce	6,0	3,6
Construction	6,0	3,6
Industrie	6,0	3,6
Services	6,0	3,6
Investissements	6,0	3,6
Exportations	6,0	3,6
Importations	6,0	3,6
Salaires	6,0	3,6
Énergie	6,0	3,6
Transport	6,0	3,6
Commerce	6,0	3,6
Construction	6,0	3,6
Industrie	6,0	3,6
Services	6,0	3,6
Investissements	6,0	3,6
Exportations	6,0	3,6
Importations	6,0	3,6
Salaires	6,0	3,6
Énergie	6,0	3,6
Transport	6,0	3,6
Commerce	6,0	3,6
Construction	6,0	3,6
Industrie	6,0	3,6
Services	6,0	3,6
Investissements	6,0	3,6
Exportations	6,0	3,6
Importations	6,0	3,6
Salaires	6,0	3

مكذمان الأصل

# LES MARCHÉS FINANCIERS

## BOURSE DE PARIS 31 DÉCEMBRE

### Bal costumé

La dernière séance de l'année a plutôt répondu à un bal costumé. L'attente de pétards pour des raisons de sécurité, la présence de la bourse s'est tenue à une véritable débauche de déguisements : chapeaux multicolores de toutes formes, masques grotesques, fusils en papier... Rien n'a manqué pour célébrer dignement l'année 1975, les comités répartis par dizaines de kilos sur le sol du dôme des chapeaux, ni les serpents ni les boules pantes, ni la paille à gratter, jusqu'à l'orchestre National-Orchestre National des trois-pièces, qui a défilé sans cesse de musique sous les notes du palais Brongniart, et dont chaque morceau était ponctué par les rires et les applaudissements de quelques centaines de personnes, qui ont fait du bal costumé, au lieu d'être une simple fête de la bourse, une véritable fête de la finance.

### LONDRES

Soutenu  
Les actions sont calmes et vendent à l'ouverture. Les actions de la bourse de Londres ont été soutenues par les achats de la City et de la City de Londres. Les actions de la City de Londres ont été soutenues par les achats de la City et de la City de Londres.

VALEURS	Cours	Précéd.
100 Livres sterling	241 1/2	241 1/2
100 Francs français	241 1/2	241 1/2
100 Marks allemands	241 1/2	241 1/2
100 Yens japonais	241 1/2	241 1/2

INDICES QUOTIDIENS	Cours	Précéd.
100 Livres sterling	241 1/2	241 1/2
100 Francs français	241 1/2	241 1/2
100 Marks allemands	241 1/2	241 1/2
100 Yens japonais	241 1/2	241 1/2

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS	Cours	Précéd.
100 Livres sterling	241 1/2	241 1/2
100 Francs français	241 1/2	241 1/2
100 Marks allemands	241 1/2	241 1/2
100 Yens japonais	241 1/2	241 1/2

BOURSE DE PARIS - 31 DÉCEMBRE - COMPTANT	Cours	Précéd.
100 Livres sterling	241 1/2	241 1/2
100 Francs français	241 1/2	241 1/2
100 Marks allemands	241 1/2	241 1/2
100 Yens japonais	241 1/2	241 1/2

BOURSE DE PARIS - 31 DÉCEMBRE - COMPTANT	Cours	Précéd.
100 Livres sterling	241 1/2	241 1/2
100 Francs français	241 1/2	241 1/2
100 Marks allemands	241 1/2	241 1/2
100 Yens japonais	241 1/2	241 1/2

BOURSE DE PARIS - 31 DÉCEMBRE - COMPTANT	Cours	Précéd.
100 Livres sterling	241 1/2	241 1/2
100 Francs français	241 1/2	241 1/2
100 Marks allemands	241 1/2	241 1/2
100 Yens japonais	241 1/2	241 1/2

BOURSE DE PARIS - 31 DÉCEMBRE - COMPTANT	Cours	Précéd.
100 Livres sterling	241 1/2	241 1/2
100 Francs français	241 1/2	241 1/2
100 Marks allemands	241 1/2	241 1/2
100 Yens japonais	241 1/2	241 1/2

BOURSE DE PARIS - 31 DÉCEMBRE - COMPTANT	Cours	Précéd.
100 Livres sterling	241 1/2	241 1/2
100 Francs français	241 1/2	241 1/2
100 Marks allemands	241 1/2	241 1/2
100 Yens japonais	241 1/2	241 1/2

BOURSE DE PARIS - 31 DÉCEMBRE - COMPTANT	Cours	Précéd.
100 Livres sterling	241 1/2	241 1/2
100 Francs français	241 1/2	241 1/2
100 Marks allemands	241 1/2	241 1/2
100 Yens japonais	241 1/2	241 1/2

BOURSE DE PARIS - 31 DÉCEMBRE - COMPTANT	Cours	Précéd.
100 Livres sterling	241 1/2	241 1/2
100 Francs français	241 1/2	241 1/2
100 Marks allemands	241 1/2	241 1/2
100 Yens japonais	241 1/2	241 1/2

BOURSE DE PARIS - 31 DÉCEMBRE - COMPTANT	Cours	Précéd.
100 Livres sterling	241 1/2	241 1/2
100 Francs français	241 1/2	241 1/2
100 Marks allemands	241 1/2	241 1/2
100 Yens japonais	241 1/2	241 1/2

BOURSE DE PARIS - 31 DÉCEMBRE - COMPTANT	Cours	Précéd.
100 Livres sterling	241 1/2	241 1/2
100 Francs français	241 1/2	241 1/2
100 Marks allemands	241 1/2	241 1/2
100 Yens japonais	241 1/2	241 1/2

BOURSE DE PARIS - 31 DÉCEMBRE - COMPTANT	Cours	Précéd.
100 Livres sterling	241 1/2	241 1/2
100 Francs français	241 1/2	241 1/2
100 Marks allemands	241 1/2	241 1/2
100 Yens japonais	241 1/2	241 1/2

BOURSE DE PARIS - 31 DÉCEMBRE - COMPTANT	Cours	Précéd.
100 Livres sterling	241 1/2	241 1/2
100 Francs français	241 1/2	241 1/2
100 Marks allemands	241 1/2	241 1/2
100 Yens japonais	241 1/2	241 1/2

## LA YUGOSLAVIE VA-T-ELLE REDÉCOUVRIR LE CHÂTEAU DISCRET DES BOURSES DE VALEURS ?

Londres. - La Yougoslavie vient de décider de rétablir le rôle de la bourse de Belgrade. Les entreprises yougoslaves seraient autorisées à émettre des actions sur le marché de Londres. Les entreprises yougoslaves seraient autorisées à émettre des actions sur le marché de Londres.

VALEURS	Cours	Précéd.
100 Livres sterling	241 1/2	241 1/2
100 Francs français	241 1/2	241 1/2
100 Marks allemands	241 1/2	241 1/2
100 Yens japonais	241 1/2	241 1/2

INDICES QUOTIDIENS	Cours	Précéd.
100 Livres sterling	241 1/2	241 1/2
100 Francs français	241 1/2	241 1/2
100 Marks allemands	241 1/2	241 1/2
100 Yens japonais	241 1/2	241 1/2

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS	Cours	Précéd.
100 Livres sterling	241 1/2	241 1/2
100 Francs français	241 1/2	241 1/2
100 Marks allemands	241 1/2	241 1/2
100 Yens japonais	241 1/2	241 1/2

BOURSE DE PARIS - 31 DÉCEMBRE - COMPTANT	Cours	Précéd.
100 Livres sterling	241 1/2	241 1/2
100 Francs français	241 1/2	241 1/2
100 Marks allemands	241 1/2	241 1/2
100 Yens japonais	241 1/2	241 1/2

BOURSE DE PARIS - 31 DÉCEMBRE - COMPTANT	Cours	Précéd.
100 Livres sterling	241 1/2	241 1/2
100 Francs français	241 1/2	241 1/2
100 Marks allemands	241 1/2	241 1/2
100 Yens japonais	241 1/2	241 1/2

BOURSE DE PARIS - 31 DÉCEMBRE - COMPTANT	Cours	Précéd.
100 Livres sterling	241 1/2	241 1/2
100 Francs français	241 1/2	241 1/2
100 Marks allemands	241 1/2	241 1/2
100 Yens japonais	241 1/2	241 1/2

BOURSE DE PARIS - 31 DÉCEMBRE - COMPTANT	Cours	Précéd.
100 Livres sterling	241 1/2	241 1/2
100 Francs français	241 1/2	241 1/2
100 Marks allemands	241 1/2	241 1/2
100 Yens japonais	241 1/2	241 1/2

BOURSE DE PARIS - 31 DÉCEMBRE - COMPTANT	Cours	Précéd.
100 Livres sterling	241 1/2	241 1/2
100 Francs français	241 1/2	241 1/2
100 Marks allemands	241 1/2	241 1/2
100 Yens japonais	241 1/2	241 1/2

BOURSE DE PARIS - 31 DÉCEMBRE - COMPTANT	Cours	Précéd.
100 Livres sterling	241 1/2	241 1/2
100 Francs français	241 1/2	241 1/2
100 Marks allemands	241 1/2	241 1/2
100 Yens japonais	241 1/2	241 1/2

BOURSE DE PARIS - 31 DÉCEMBRE - COMPTANT	Cours	Précéd.
100 Livres sterling	241 1/2	241 1/2
100 Francs français	241 1/2	241 1/2
100 Marks allemands	241 1/2	241 1/2
100 Yens japonais	241 1/2	241 1/2

BOURSE DE PARIS - 31 DÉCEMBRE - COMPTANT	Cours	Précéd.
100 Livres sterling	241 1/2	241 1/2
100 Francs français	241 1/2	241 1/2
100 Marks allemands	241 1/2	241 1/2
100 Yens japonais	241 1/2	241 1/2

BOURSE DE PARIS - 31 DÉCEMBRE - COMPTANT	Cours	Précéd.
100 Livres sterling	241 1/2	241 1/2
100 Francs français	241 1/2	241 1/2
100 Marks allemands	241 1/2	241 1/2
100 Yens japonais	241 1/2	241 1/2

BOURSE DE PARIS - 31 DÉCEMBRE - COMPTANT	Cours	Précéd.
100 Livres sterling	241 1/2	241 1/2
100 Francs français	241 1/2	241 1/2
100 Marks allemands	241 1/2	241 1/2
100 Yens japonais	241 1/2	241 1/2

BOURSE DE PARIS - 31 DÉCEMBRE - COMPTANT	Cours	Précéd.
100 Livres sterling	241 1/2	241 1/2
100 Francs français	241 1/2	241 1/2
100 Marks allemands	241 1/2	241 1/2
100 Yens japonais	241 1/2	241 1/2

BOURSE DE PARIS - 31 DÉCEMBRE - COMPTANT	Cours	Précéd.
100 Livres sterling	241 1/2	241 1/2
100 Francs français	241 1/2	241 1/2
100 Marks allemands	241 1/2	241 1/2
100 Yens japonais	241 1/2	241 1/2

## VALEURS

VALEURS	Cours	Précéd.
100 Livres sterling	241 1/2	241 1/2
100 Francs français	241 1/2	241 1/2
100 Marks allemands	241 1/2	241 1/2
100 Yens japonais	241 1/2	241 1/2

INDICES QUOTIDIENS	Cours	Précéd.
100 Livres sterling	241 1/2	241 1/2
100 Francs français	241 1/2	241 1/2
100 Marks allemands	241 1/2	241 1/2
100 Yens japonais	241 1/2	241 1/2

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS	Cours	Précéd.
100 Livres sterling	241 1/2	241 1/2
100 Francs français	241 1/2	241 1/2
100 Marks allemands	241 1/2	241 1/2
100 Yens japonais	241 1/2	241 1/2

BOURSE DE PARIS - 31 DÉCEMBRE - COMPTANT	Cours	Précéd.
100 Livres sterling	241 1/2	241 1/2
100 Francs français	241 1/2	241 1/2
100 Marks allemands	241 1/2	241 1/2
100 Yens japonais	241 1/2	241 1/2

BOURSE DE PARIS - 31 DÉCEMBRE - COMPTANT	Cours	Précéd.
100 Livres sterling	241 1/2	241 1/2
100 Francs français	241 1/2	241 1/2
100 Marks allemands	241 1/2	241 1/2
100 Yens japonais	241 1/2	241 1/2

BOURSE DE PARIS - 31 DÉCEMBRE - COMPTANT	Cours	Précéd.
100 Livres sterling	241 1/2	241 1/2
100 Francs français	241 1/2	241 1/2
100 Marks allemands	241 1/2	241 1/2
100 Yens japonais	241 1/2	241 1/2

BOURSE DE PARIS - 31 DÉCEMBRE - COMPTANT	Cours	Précéd.
100 Livres sterling	241 1/2	241 1/2
100 Francs français	241 1/2	241 1/2
100 Marks allemands	241 1/2	241 1/2
100 Yens japonais	241 1/2	241 1/2

BOURSE DE PARIS - 31 DÉCEMBRE - COMPTANT	Cours	Précéd.
100 Livres sterling	241 1/2	241 1/2
100 Francs français	241 1/2	241 1/2
100 Marks allemands	241 1/2	241 1/2
100 Yens japonais	241 1/2	241 1/2

BOURSE DE PARIS - 31 DÉCEMBRE - COMPTANT	Cours	Précéd.
100 Livres sterling	241 1/2	241 1/2
100 Francs français	241 1/2	241 1/2
100 Marks allemands	241 1/2	241 1/2
100 Yens japonais	241 1/2	241 1/2

BOURSE DE PARIS - 31 DÉCEMBRE - COMPTANT	Cours	Précéd.
100 Livres sterling	241 1/2	241 1/2
100 Francs français	241 1/2	241 1/2
100 Marks allemands	241 1/2	241 1/2
100 Yens japonais	241 1/2	241 1/2

BOURSE DE PARIS - 31 DÉCEMBRE - COMPTANT	Cours	Précéd.
100 Livres sterling	241 1/2	241 1/2
100 Francs français	241 1/2	241 1/2
100 Marks allemands	241 1/2	241 1/2
100 Yens japonais	241 1/2	241 1/2

BOURSE DE PARIS - 31 DÉCEMBRE - COMPTANT	Cours	Précéd.
100 Livres sterling	241 1/2	241 1/2
100 Francs français	241 1/2	241 1/2
100 Marks allemands	241 1/2	241 1/2
100 Yens japonais	241 1/2	241 1/2

BOURSE DE PARIS - 31 DÉCEMBRE - COMPTANT	Cours	Précéd.
100 Livres sterling	241 1/2	241 1/2
100 Francs français	241 1/2	241 1/2
100 Marks allemands	241 1/2	241 1/2
100 Yens japonais	241 1/2	241 1/2

BOURSE DE PARIS - 31 DÉCEMBRE - COMPTANT	Cours	Précéd.
100 Livres sterling	241 1/2	241 1/2
100 Francs français	241 1/2	241 1/2
100 Marks allemands	241 1/2	241 1/2
100 Yens japonais	241 1/2	241 1/2

BOURSE DE PARIS - 31 DÉCEMBRE - COMPTANT	Cours	Précéd.
100 Livres sterling	241 1/2	241 1/2
100 Francs français	241 1/2	241 1/2
100 Marks allemands	241 1/2	241 1/2
100 Yens japonais	241 1/2	241 1/2

BOURSE DE PARIS - 31 DÉCEMBRE - COMPTANT	Cours	Précéd.
100 Livres sterling	241 1/2	241 1/2
100 Francs français	241 1/2	241 1/2
100 Marks allemands	241 1/2	241 1/2
100 Yens japonais	241 1/2	241 1/2

BOURSE DE PARIS - 31 DÉCEMBRE - COMPTANT	Cours	Précéd.
100 Livres sterling	241 1/2	241 1/2
100 Francs français	241 1/2	241 1/2
100 Marks allemands	241 1/2	241 1/2
100 Yens japonais	241 1/2	241 1/2



# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

1. **PROCHE-ORIENT**  
— **Soudan** : « Viêt » ans d'indépendance » (1), par J.-P. Péronel-Hugot.
2. **AFRIQUE**  
— **Macao** : le gouvernement chinois veut tout à protéger les intérêts des « capitalistes portugais », dit-on.
3. **ASIE**  
— **Inde** : Mme Gandhi veut renforcer le parti du Congrès.
- 4-5. **EUROPE**  
— **Points de vue** : « La France en Europe », par Charles Hertz ; « La loi de l'avenir », par Jacques Mollet.
6. **ARMÉE**  
— « Question de compétence... », une livre espagnole d'Henri Nogues.
7. **RELIGION**  
— **Sports**  
— **Football** : l'affaire de Shida remis en état de discussion d'un club de deuxième division.
8. **JUSTICE**  
— **Antilles françaises** : pension, papiers, droits et fraude fiscale.
9. **EQUIPEMENT ET RÉGIONS**  
— **Paris** : les expéditions de locataires se multiplient.

**LE MONDE DU TOURISME ET DES LOISIRS**  
PAGES 8 A 12  
— **Shiva** : une semaine de balades à la mer.  
— **MOON** : la seconde peau.  
— **MAURICE** : l'île au paradis.  
— **PLAISIRS DE LA TABLE** : la cuisine à l'ancienne.  
— **PROLOGUE** : la naissance de la mode.  
— **Jeune**, Jean, Philatélie.

**14-15. ARTS ET SPECTACLES**  
16. **LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE**  
— **Après l'accord C.E.A.-West** : les conséquences.  
— **Le monde de la presse** : les chiffres de la presse.

**LIRE ÉGALEMENT**  
**RADIO-TELEVISION (12)**  
— **Antenne 1** (12) : 12h30.  
— **Antenne 2** (12) : 13h30.  
— **Antenne 3** (12) : 14h30.  
— **Antenne 4** (12) : 15h30.  
— **Antenne 5** (12) : 16h30.

Le numéro du « Monde » daté 3 janvier 1976 a été tiré à 330 000 exemplaires.

## Mme Gandhi veut renforcer le parti du Congrès

Devant l'assemblée générale du parti du Congrès, Mme Gandhi vient de renouveler, avec une violence accrue, ses attaques contre les États-Unis qu'elle a accusés de poursuivre en Inde le « jeu de déstabilisation » qui a fait ses preuves sous le gouvernement Allende au Chili. Le premier ministre a souligné la nécessité de renforcer le mouvement au pouvoir.

De notre correspondant

New-Delhi — Le 19<sup>e</sup> session du parti du Congrès s'est ouverte, lundi le matin, après que quelques milliers de délégués réunis près de Chandigarh, la capitale du Pendjab, eurent approuvé à l'unanimité la prolongation de l'état d'urgence, l'ajournement des élections et la mise à l'étude d'une réforme de la Constitution. Aucune séance n'a véritablement eu lieu. La session n'a été qu'une série de discours enflammés d'embrasement. M. Swaran Singh, ancien ministre de la défense, a qualifié le gouvernement d'« une machine à guerre » et a exigé, à quelques semaines plus tard, la mise à l'étude d'une réforme de la Constitution. Il a affirmé que l'Inde n'est pas une démocratie et qu'elle ne peut se contenter de mobiliser les jeunes militaires à l'étranger pour leur action aux villages et à ne pas se consacrer à améliorer la vie des habitants, comme l'ont fait leurs aînés, a été remarqué. Dans un autre discours, prononcé lundi devant les intellectuels, écrivains et journalistes, il a insisté sur la nécessité de promouvoir le contrôle des naissances dans les villages et d'élever les masses rurales.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

## LES CÉRÉMONIES DE VŒUX À L'ÉLYSÉE

### M. Giscard d'Estaing invite le gouvernement à poursuivre l'action de réforme

Petite innovation dans la cérémonie des vœux à l'Élysée, ce vendredi 2 janvier : après avoir reçu les vœux du gouvernement, M. Giscard d'Estaing est sorti dans la cour d'honneur, tandis que la musique jouait le Chant du drapeau, pour passer en revue un détachement de la garde républicaine. Le président de la République a salué le général Jean-Pierre, commandant militaire du palais, puis il a déclaré : « Mon général, messieurs, je voudrais vous remercier de la manière dont vous avez accompli vos fonctions en 1975 et vous adresser, pour vous-mêmes et vos familles, mes vœux pour 1976. » Ensuite, les membres du gouvernement gagnant à pied le ministère de l'Intérieur, où M. Michel Poniatowski leur offrait un petit déjeuner. Sur leur passage, une cinquantaine d'ouvriers de la C.G.T. ont manifesté sous le cri de « Giscard à l'emploi » et « à travail, pas de chômage ».

Un tract signé de l'Union des syndicats C.G.T. de la Seine-Saint-Denis a été distribué par les syndicats de Tricou, Saint-André, Chalk, Barthelet et Procal (autres entreprises pour leur personnel), les manifestants défilant dans les rues parisiennes à l'occasion de la manifestation. Auparavant, présentant au chef de l'État les vœux du gouvernement,

## Les sociétés SESA et T.A.T. construisent le réseau public Transpac

M. Armand Achille-Lobry, secrétaire d'État aux P.T.T., a déclaré, le 31 décembre, la société SESA et l'entreprise des systèmes informatiques et d'automatique (SESA) comme lauréat de l'appel d'offre pour la construction d'un réseau public de télécommunication, le Transpac. Ce service devrait fonctionner en 1977 et représenterait un investissement de 200 millions de francs. SESA, choisie comme chef de file, sera chargée de la conception et de la mise en œuvre du réseau. T.A.T. (Télécommunications de France) s'occupera de la fourniture et de l'installation des matériels.

Le télétransmission (transmission à distance d'informations codées reçues ou émises par un ordinateur) permet tout d'abord de la gestion des stocks d'une centrale d'achats de magazines à réimpression, mais aussi la centralisation des réservations de places sur les lignes aériennes. Son développement a été plus lent que prévu (difficultés technologiques, nouvelles techniques des ordinateurs, des clients potentiels), et la fin de 1975 on ne comptait que dix-huit mille installations terminales (un tiers de matériel public, deux tiers d'équipement privé). Les réseaux spécialisés des banques et des assurances ont été développés, mais les réseaux de données ont été le plus lent à se développer. Les tarifs de Transpac ne seront pas fixés avant le printemps. Cependant, les principes de la tarification sont connus. L'utilisation du réseau sera payée d'une façon d'un abonnement mensuel et d'un paiement d'une taxe de raccordement, d'un abonnement mensuel et d'un paiement d'une taxe de raccordement.

Pour pallier ces défauts, les P.T.T. ont donc décidé de créer la SESA, société transpac fondée en 1974, pour l'opération d'investissement et la réalisation de systèmes informatiques. Elle a à son actif la création de réseaux informatiques, la mise en œuvre de systèmes de données, la mise en œuvre de systèmes de données, la mise en œuvre de systèmes de données. Les réseaux spécialisés des banques et des assurances ont été développés, mais les réseaux de données ont été le plus lent à se développer. Les tarifs de Transpac ne seront pas fixés avant le printemps. Cependant, les principes de la tarification sont connus. L'utilisation du réseau sera payée d'une façon d'un abonnement mensuel et d'un paiement d'une taxe de raccordement, d'un abonnement mensuel et d'un paiement d'une taxe de raccordement.

ALAIN FAUJAS.

## L'accident du Boeing Hispanis

### AUCUN SURVIVANT PARMI LES 82 PASSAGERS OU MEMBRES DE L'EQUIPAGE

Il n'y a aucun survivant parmi les quatre-vingt-deux personnes (soixante-sept passagers et quinze membres de l'équipage) victimes de l'accident survenu le 1<sup>er</sup> janvier au Boeing 720 de la compagnie Hispania Méditerranée, le 1<sup>er</sup> janvier (2 janvier). L'appareil, qui assurait la liaison Barcelone-Madrid, via Debal, s'est écrasé, pour des raisons encore inconnues, à 3 h 30, dans la forêt de la Sierra de Guadalupe, à environ 40 kilomètres au nord de Guadalupe, localité située en Aragon. L'accident, dans une région désertique, a entraîné la mort de tous les passagers et membres de l'équipage. D'après les premières constatations, il semblerait que l'appareil ait été pris feu et n'a pas explosé. Les quatre-vingt-deux personnes à bord du Boeing 720 de la compagnie Hispania Méditerranée, le 1<sup>er</sup> janvier, ont été tuées. Les corps des victimes ont été retrouvés, mais ils ne sont pas encore identifiés. Les autorités espagnoles ont lancé une enquête pour déterminer les causes de l'accident. Les autorités espagnoles ont lancé une enquête pour déterminer les causes de l'accident.

## Au Plessis-Robinson

### LE CORPS DE LAURENCE LECOMTE EST RETROUVÉ AU DOMICILE DE SES PARENTS

La mère de Laurence Lecomte, une fillette âgée de onze mois, qui a disparu le 24 décembre dernier au soir, a annoncé, lundi 1<sup>er</sup> janvier, que son corps avait été retrouvé dans une maison à Plessis-Robinson (Seine-et-Oise). Dans un premier temps, Mme Lecomte avait précisé aux policiers que son mari et elle-même avaient eu connaissance de leur fille pendant quelques jours avant de se débarrasser en la laissant dans une poubelle. Au cours d'une perquisition effectuée le 24 décembre, les policiers ont trouvé le cadavre de la fillette dans une poubelle en matière plastique et caché sous un matelas.

« Vous avez évoqué les tâches qui attendent les policiers pour le corps de Laurence Lecomte », a demandé à Mme Lecomte. Elle a répondu que son mari et elle-même avaient eu connaissance de leur fille pendant quelques jours avant de se débarrasser en la laissant dans une poubelle. Au cours d'une perquisition effectuée le 24 décembre, les policiers ont trouvé le cadavre de la fillette dans une poubelle en matière plastique et caché sous un matelas.

« Un délégué de la prison de Nîmes est venu mercredi 31 décembre en possession du corps de l'enfant », a déclaré M. Pierre Perret, adjoint au maire de Nîmes. Le corps de la fillette a été retrouvé dans une poubelle en matière plastique et caché sous un matelas.

## Premier tiré à 5 F

### LA BAISSÉ DES ENJEUX A ÉTÉ DE 21 %

Au Paris mutual urbain, jeudi 1<sup>er</sup> janvier, la baisse des enjeux dans la course de bière a été de 21 % sur les courses de bière. Le nombre de courses de bière a été de 30. Le résultat attendu pour la première fois, jeudi, le tiré était de 5 francs.

« L'atmosphère était à la mort », a déclaré M. Pierre Perret, adjoint au maire de Nîmes. Le corps de la fillette a été retrouvé dans une poubelle en matière plastique et caché sous un matelas.

« Le paquebot Mermoz a été saisi par des pirates », a déclaré M. Pierre Perret, adjoint au maire de Nîmes. Le corps de la fillette a été retrouvé dans une poubelle en matière plastique et caché sous un matelas.

**Avant agrandissement**

# LIQUIDATION

(sur autorisation préfectorale)

De tout le stock de Vêtements de Luxe et Chemiserie pour Hommes

**2 - 3 - 5 JANVIER**

Costumes - Vestes - Pantalons  
Imperméables - Pardessus - Chemiserie  
Pulls - Peauserie - Fourrures  
et quantité d'autres articles

Diffusion :  
**TED LAPIDUS**  
**RENOMA - D. HECHTER**

# ANTHONY

142, bd Saint-Germain, 75006 PARIS

Ouvert de 9 h. 30 à 17 h. 30

Métro ODEON

En janvier chez Old England

## Costumes-vestons sur mesure au prix spécial de 1750 F

Coupée dans nos tissus exclusifs : peigné, saxony, tweed, flanelle, etc. Importés d'Angleterre, chemises : 54 F, pyjamas : 58 F. Importés d'Ecosse, pull-overs en shetland : 79 F.

Old England  
12, bd des Capucines, Paris 9<sup>e</sup>  
9 h 30 / 12 h 30 - 14 h / 18 h 30

Le SESA, société transpac fondée en 1974, pour l'opération d'investissement et la réalisation de systèmes informatiques. Elle a à son actif la création de réseaux informatiques, la mise en œuvre de systèmes de données, la mise en œuvre de systèmes de données. Les réseaux spécialisés des banques et des assurances ont été développés, mais les réseaux de données ont été le plus lent à se développer. Les tarifs de Transpac ne seront pas fixés avant le printemps. Cependant, les principes de la tarification sont connus. L'utilisation du réseau sera payée d'une façon d'un abonnement mensuel et d'un paiement d'une taxe de raccordement, d'un abonnement mensuel et d'un paiement d'une taxe de raccordement.

**Le M.P.L.**  
au no  
L'CNLA

**LES 7000**

**FLA**